



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session extraordinaire 2013-2014

MB/AF

P.V. SECS 27

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Procès-verbal de la réunion du 30 septembre 2014

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des 1er, 8 et 16 juillet 2014
2. 6578 Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant
 - 1) le Code de la sécurité sociale ;
 - 2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical ;
 - 3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service
 - Rapporteur : Monsieur Georges Engel
 - Entrevue avec des représentants de la Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychothérapie et psychothérapie
 - Entrevue avec des représentants de la Société psychanalytique du Luxembourg

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Cécile Hemmen, M. Alexander Krieps, Mme Josée Lorsché, M. Edy Mertens, M. Roger Negri remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol, M. Gilles Roth remplaçant M. Marc Spautz, M. Serge Urbany

M. Laurent Jomé, Ministère de la Santé
Dr Juliana D'Alimonte, Dr Gérard Scharll, Direction de la Santé
Mme Barbara Rousseau, Inspection générale de la Sécurité sociale

Dr Paul Rauchs, Dr Claudio Pignolino, Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychothérapie et psychothérapie
M. Jean-Claude Schotte, M. Thierry Simonelli, Société psychanalytique du Luxembourg

M. Martin Bisenius, Administration parlementaire

*

Présidence : Mme Cécile Hemmen, Présidente de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des 1er, 8 et 16 juillet 2014

Les projets de procès-verbal des 1er, 8 et 16 juillet 2014 sont approuvés.

2. 6578 Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant

1) le Code de la sécurité sociale ;

2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical ;

3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service

a) Entrevue avec des représentants de la Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychothérapie et psychothérapie

Suite à diverses remarques introductives de Mme la Présidente Cécile Hemmen et après une brève présentation des représentants de la Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychothérapie et psychothérapie (SLPPP), le docteur Paul Rauchs, président, présente succinctement ses principales observations à l'endroit du projet de loi. Il renvoie aux avis antérieurs de la SLPPP ainsi qu'à diverses consultations avec les différents groupes politiques. Pour le détail des observations de la SLPPP, il est renvoyé aux avis circonstanciés antérieurs communiqués aux membres de la commission.

A présent, l'intervenant voudrait se limiter à trois points majeurs se résumant comme suit:

- La première préoccupation de la SLPPP concerne les complications que la nouvelle loi pourrait engendrer en créant différentes "espèces de psychothérapeutes". Il convient de noter d'abord qu'actuellement les médecins psychiatres sont les seuls officiellement autorisés à pratiquer la psychothérapie conformément à une position qui figure depuis des décennies dans la nomenclature des actes médicaux psychiatriques.

Le projet de loi reconnaîtra légalement la profession de psychothérapeute à la formation de laquelle auront accès les demandeurs titulaires d'un master en psychologie clinique ou d'un diplôme en psychologie reconnu équivalent ainsi que les demandeurs pouvant se prévaloir d'une formation médicale de base. Toutefois, à côté des médecins-psychiatres et des psychothérapeutes définis par le présent projet de loi, il existe de nombreux acteurs pratiquant la psychothérapie dans des institutions travaillant comme psychologues, pédagogues ou assistants sociaux. En général, ces personnes fournissent des prestations psychothérapeutiques parfaitement valables sans cependant répondre aux critères que la nouvelle loi exigera pour bénéficier d'une reconnaissance professionnelle légale. Ainsi, cette nouvelle loi pourra incontestablement avoir l'effet bénéfique d'écarter certains charlatans, mais il importe également d'éviter qu'elle ne rejette dans l'illégalité les acteurs précités ne remplissant certes pas les critères légaux pour pouvoir se prévaloir du titre de psychothérapeute, mais fournissant néanmoins un travail parfaitement valable.

En bref, la SLPPP ne plaide pas pour que ces praticiens deviennent des psychothérapeutes légalement reconnus, mais souligne la nécessité d'éviter que leur activité ne tombe sous le champ d'application de la présente loi et devrait, de ce fait, être dorénavant considérée comme illégale.

- Le deuxième souci de la SLPPP a trait au contenu de la voie de formation menant à la profession de psychothérapeute légalement reconnue. La SLPPP critique le fait que la filière offerte à l'Université de Luxembourg se trouve presque exclusivement dans les mains de psychologues pour la plupart non cliniciens et adeptes de la psychologie cognitivo-comportementaliste. Or, cette dernière n'est qu'une des trois grandes familles reconnues de la psychothérapie, à côté de la psychothérapie systémique et de la psychanalyse. On ne peut se limiter dans l'enseignement à une formation "généraliste" basée sur les grandes lignes des trois grandes familles précitées, mais il est indispensable que le psychothérapeute développe une compétence approfondie et spécialisée dans une seule de ces trois orientations. La SLPPP souhaite donc que la voie de formation menant à la profession de psychothérapeute comporte une spécialisation dans un seul des trois domaines en question. Il convient aussi d'éviter de créer un monopole de l'enseignement de la psychothérapie au profit de l'Université de Luxembourg.

- Enfin en ce qui concerne la prise en charge de la psychothérapie par la Sécurité sociale et plus concrètement le remboursement des consultations auprès du psychothérapeute par la CNS, la SLPPP, au vu du coût substantiel en cause, estime que ce remboursement présuppose l'établissement d'un diagnostic médical préalable à poser par un médecin spécialiste en psychiatrie. Selon l'intervenant seul le médecin spécialiste en psychiatrie est habilité à définir une indication médicale de trouble mental et de déterminer l'orientation psychothérapeutique du patient parmi les trois familles précitées. Il est également le seul à même d'exclure une pathologie nécessitant un traitement médical. Dans l'optique de la SLPPP, le remboursement des actes psychothérapeutiques par la CNS doit donc être lié à une prescription préalable par un médecin spécialiste en psychiatrie renvoyant le patient chez le psychothérapeute.

*

Au cours d'un échange de vues, la question de la prise en charge de la psychothérapie par la Sécurité sociale fait l'objet d'un débat contradictoire dans lequel un représentant du groupe parlementaire DP rejoint la position défendue par la SLPPP, ceci notamment au motif qu'il y a lieu d'éviter des dérives et phénomènes d'auto-allumage, tandis que le représentant de la Direction de la Santé argumente en sens contraire dans la mesure où, à son avis, la psychiatrie et la psychothérapie légalement reconnues par le présent projet seront à considérer comme figurant au même niveau au regard du remboursement de la Sécurité sociale, la différence essentielle subsistante étant celle que le psychothérapeute n'a pas à sa disposition le volet médicamenteux qui cependant fait partie de l'arsenal thérapeutique du médecin spécialiste en psychiatrie. Dans les limites de ses compétences, le psychothérapeute tel qu'il sera défini par la loi constituera donc une profession médicale autonome qui a évidemment vocation à coopérer entre autres avec les médecins spécialistes en psychiatrie pour les traitements dépassant l'encadrement psychothérapeutique proprement dit du patient.

Il est rappelé par d'autres intervenants que cette question a été abordée à plusieurs reprises par la commission et qu'il a été retenu qu'il est prioritaire de définir à présent le contenu de la profession de psychothérapeute avant d'approfondir dans une deuxième phase la question du remboursement par la Sécurité sociale. Est encore soulignée la nécessité d'une approche multidisciplinaire et donc de la coopération des différentes disciplines, notamment en ce qui concerne le traitement psychothérapeutique et/ou le traitement médicamenteux du patient. A

toutes fins utiles, il est rappelé qu'au cours des réunions des 1er et 8 juillet 2014, cette question a été traitée et que les procès-verbaux afférents ont retenu ce qui suit:

Extrait du procès-verbal de réunion du 1^{er} juillet 2014:

"La première phrase de l'article 5 dispose que „le psychothérapeute exerce sa profession de façon autonome“. Il en résulte pour le psychothérapeute qu'il est autonome par rapport aux autres professions relevant du domaine de la santé, et qu'il exerce sous sa propre responsabilité. Il est donc libre de déterminer lui-même les actes psychothérapeutiques à appliquer au patient, sans devoir suivre une prescription médicale et ceci indépendamment de son statut libéral ou salarié.

A la question soulevée dans certains avis (CNS, associations représentatives) concernant la portée de l'exercice autonome de la profession par le psychothérapeute, il y a lieu de répondre que le patient peut s'adresser librement au psychothérapeute de son choix, sans devoir se rapporter à une prescription médicale préalable.

Le présent projet poursuit prioritairement l'objectif de réglementer le titre et la profession de psychothérapeute. Dans une deuxième étape, il incombera à la CNS de régler, dans le cadre du conventionnement et par le biais d'une nomenclature spécifique, la prise en charge par la Sécurité sociale des actes psychothérapeutiques. Il s'agira par exemple de déterminer sur base du diagnostic psychothérapeutique le nombre de séances à prendre en charge et aussi de se prononcer sur la question de savoir si le psychothérapeute aura la faculté d'établir des certificats de maladie.

La commission considère qu'il s'agit en l'occurrence de questions concrètes nécessitant d'être clarifiées dans le cadre des travaux parlementaires. Il est retenu que la représentante de l'IGSS prendra contact avec la CNS afin de pouvoir fournir des explications complémentaires concernant la solution à donner aux problèmes évoqués."

Extrait du procès-verbal de la réunion du 8 juillet 2014:

"Au vu des explications de la représentante de l'IGSS, la commission retient que l'objectif du présent projet de loi est de réglementer le titre et la profession de psychothérapeute. Ce n'est que dans une deuxième étape qu'il reviendra à la CNS de régler dans le cadre du conventionnement la prise en charge par la Sécurité sociale des actes psychothérapeutiques suivant la procédure prévue dans le Code de la sécurité sociale à cette fin (notamment article 65 du Code de la sécurité sociale). Ainsi, dans un premier temps les psychothérapeutes vont se réunir ensemble avec un groupement représentatif en vue d'établir une convention avec la CNS, puis une nomenclature sera élaborée. Dans un second temps, la commission de nomenclature, dont la mission consiste à donner son avis en matière de nomenclatures des actes et services des professionnels de la santé, sera saisie. Elle est assistée dans l'accomplissement de ses missions par la Cellule d'expertise médicale, à laquelle elle demande des avis sur les affaires dont elle est saisie.

Le patient peut donc s'adresser librement au psychothérapeute de son choix, sans devoir se rapporter à une prescription médicale préalable, tout en précisant qu'il conviendra néanmoins de différencier entre le psychothérapeute médecin et le psychothérapeute non médecin. Ainsi, il se peut qu'un psychiatre envoie son patient chez un spécialiste, sans que ceci soit de nature à porter atteinte à l'autonomie du psychothérapeute. Il est dans ce cadre encore une fois souligné qu'il appartiendra à chaque patient de se faire soigner chez le médecin de son choix, que ce soit un médecin généraliste ou directement un psychothérapeute. Il en résulte que le psychothérapeute est autonome par rapport aux autres professions relevant du domaine de la santé. Il est libre de déterminer lui-même les

actes psychothérapeutiques à appliquer au patient, sans devoir suivre une prescription médicale.

Il est rappelé que les actes psychothérapeutiques pris en charge par l'assurance maladie et maternité seront limitativement inscrits dans la nomenclature. Ces actes ne peuvent être dispensés que par des psychothérapeutes pour pouvoir être pris en charge.

Il est confirmé que la détermination de la fréquence des séances prises en charge sera réglée dans la nomenclature. A noter aussi qu'une telle réglementation existe aussi à l'heure actuelle dans la nomenclature concernant les psychiatres".

*

Répondant à la question de savoir si le médecin spécialiste en psychiatrie, d'office habilité à travailler comme psychothérapeute, suit au cours de sa formation universitaire des cours spécifiques en psychothérapie à titre optionnel ou obligatoire, le président de la SLPPP confirme que la formation en psychothérapie dans ses trois grandes approches thérapeutiques fait partie du cursus universitaire menant à la profession de médecin spécialiste en psychiatrie.

Au cours de sa formation, le médecin spécialiste en psychiatrie doit accomplir des pratiques cliniques supervisées, c'est-à-dire des accompagnements thérapeutiques de patients pour lesquels il est responsable et au sujet duquel il doit faire rapport et se justifier auprès d'un professionnel pouvant se prévaloir de l'expérience requise pour apprécier le bien-fondé des options thérapeutiques prises par le médecin psychiatre en formation. Une fois que le médecin psychiatrie bénéficie de l'autorisation d'exercer, cette supervision n'est plus nécessaire; sous réserve évidemment de l'obligation de formation continue.

Les représentants de la SLPP relèvent encore que la reconnaissance légale de la profession de psychothérapeute et la protection du titre afférent par le présent projet de loi ne devraient pas empêcher les autres prestataires (par exemple musicothérapeutes, psychomotriciens, psychanalystes, art-thérapeutes etc.) ne remplissant pas les conditions légales strictes instituées par le projet à pouvoir continuer à exercer leurs activités professionnelles sous leur propre titre professionnel. La protection du titre de psychothérapeute par la présente loi et, dans la suite, l'opposabilité des seuls actes des psychothérapeutes à la CNS ne doivent pas remettre en cause l'exercice licite des autres professions apparentées. Le cas échéant, une précision afférente est à apporter au texte.

Pour conclure, les représentants de la SLPPP soulignent que les voies de formation menant respectivement à la profession de psychothérapeute et à celle de médecin spécialiste en psychiatrie divergent fondamentalement quant à leur contenu et à leur durée, de sorte que toute assimilation est à exclure, sous peine de causer la perte de la profession de médecin spécialiste en psychiatrie au Luxembourg.

b) Entrevue avec des représentants de la Société psychanalytique du Luxembourg

Pour l'essentiel de l'exposé de M. Jean-Claude Schotte, président de la Société psychanalytique du Luxembourg (SPL), il est renvoyé à l'avis détaillé du 11 juin 2014.

Dans son exposé devant la commission parlementaire, l'intervenant voudrait se limiter à un message principal à savoir celui que de l'avis de la SPL la survie de la pratique de la psychanalyse serait remise en cause à la suite de l'entrée en vigueur du projet de loi 6578 portant création de la profession de psychothérapeute, si le texte était voté dans sa teneur actuelle.

En effet, l'article 4 du projet de loi subordonne l'obtention du titre de psychothérapeute et implicitement l'exercice des activités psychothérapeutiques à la possession préalable soit d'un master en médecine, soit d'un master en psychologie clinique, diplôme sur lequel doit ensuite se greffer une formation psychothérapeutique de nature universitaire. Or, la formation à la psychanalyse qui existe depuis plus de cent ans n'est pas réservée aux titulaires d'un diplôme de base en médecine ou en psychologie clinique. Les associations internationales psychanalytiques n'imposent pas systématiquement ces critères de formation à leurs candidats. Les candidats à la formation psychanalytique disposent souvent d'un diplôme de master dans le domaine des sciences humaines, des sciences sociales ou de la philosophie. Par ailleurs, il est important de noter que la formation à la psychanalyse s'effectue en général en dehors des universités et a lieu dans le cadre d'instituts, d'écoles ou d'associations de psychanalyse nationaux ou internationaux. Les conditions d'accès préalables à la formation en psychothérapie telles qu'elles sont définies par le projet de loi ne cadrent donc manifestement pas avec celles réglant l'accès aux études de psychanalyse. La formation théorique exige de la part des candidats psychanalystes des efforts continus pendant de longues années qui cependant ne se traduisent pas en crédits universitaires.

La SPL critique également le fait que le cursus académique en psychothérapie proposé par l'Université de Luxembourg est incomplet dans la mesure où il ne se base que sur une des trois grandes orientations de la psychothérapie, telles qu'elles se trouvent décrites à l'exposé des motifs, à savoir la méthode cognito-comportementaliste. Cette formation n'inclut donc aucunement ce qui est nécessaire à la formation de psychanalyste et a donc un contenu trop réduit pour être vraiment représentative.

Les exigences de formation prévues par le projet de loi étant donc incompatibles avec les différentes voies de formation menant à la profession de psychanalyste, il s'ensuit que les psychanalystes risquent de se voir légalement privés du droit d'exercer au Luxembourg.

*

A l'observation de membres de la commission estimant que l'exercice de la profession de psychothérapeute dans les conditions prévues par le présent projet de loi et l'exercice d'activités psychothérapeutiques par des professionnels autres que ce psychothérapeute légalement reconnu devraient pouvoir coexister, le représentant de la SPL fait valoir l'exemple de l'Italie, pays dans lequel une législation similaire a abouti à de nombreuses situations litigieuses imposant aux psychanalystes à prouver systématiquement qu'ils ne pratiquent pas de la psychothérapie au sens de la loi réglant cette profession. En sens contraire, il cite la loi belge du 4 avril 2014 réglementant les professions de soins de santé mentale (voir annexe) dans laquelle, par le biais d'un amendement, il a été tenu compte des soucis des psychanalystes permettant à ces derniers de continuer à exercer leur profession sans s'exposer à des poursuites.

La SPL ne demande pas la prise en charge des prestations psychanalytiques par la Sécurité sociale; par contre elle insiste pour que la nouvelle loi ne remette pas en cause la survie des activités psychanalytiques au Luxembourg. Elle demande donc des garanties permettant à ses membres de continuer à exercer leur profession dans les conditions actuelles. Par conséquent toute ambiguïté à cet égard doit être enlevée du texte légal.

Le représentant de la Direction de la Santé souligne que les personnes qui souhaitent exercer la profession de psychothérapeute au sens de la future loi doivent de toute évidence répondre aux conditions énoncées par la présente loi pour pouvoir bénéficier de la protection de leur titre, étant entendu que l'article 20 amendé permet à titre transitoire à des personnes ne remplissant pas l'ensemble des conditions légales à consentir les efforts nécessaires pour obtenir l'autorisation d'exercer en tant que psychothérapeute.

La nécessité d'améliorer la sécurité juridique de la définition du champ d'application de la loi, tel qu'il ressort principalement aux articles 1 et 3, est soulignée par les représentants de la sensibilité politique déi Lénk et du groupe politique CSV, ce dernier rappelant également l'amendement introduit par son groupe à l'occasion de la réunion du 16 juillet 2014, amendement tendant à préciser que la création de la profession de psychothérapeute ne doit en aucun cas entraîner la marginalisation, voire l'interdiction d'autres formes de consultation psychologique dont en particulier la psychanalyse et les activités psychothérapeutiques assurées, surtout dans le secteur social et familial, par des professionnels ayant accompli une formation de base différente de celle reprise par le projet.

Il est encore relevé que ce souci de clarification rejoint également les réflexions développées par les représentants de la SLPPP au cours de l'audition précédente.

La formation en psychothérapie offerte à l'Université de Luxembourg étant critiquée comme étant trop étroite dans la mesure où cette voie de formation a déjà démarré tout en ne couvrant pas l'éventail complet des différentes orientations et méthodes thérapeutiques, il est proposé de négocier avec les responsables de l'Université pour obtenir la diversification du cursus universitaire en question qui ne devrait pas se limiter, comme c'est le cas à l'heure actuelle à une seule des trois grandes orientations psychothérapeutiques.

Le représentant du Ministère de la Santé relève que les conditions de formation énoncées par le projet de loi ont une portée générale et ne sont donc pas calquées sur le contenu de la voie de formation offerte à l'Université de Luxembourg.

Le conseil scientifique de psychothérapie ayant, entre autres, la mission de participer à l'élaboration du curriculum de formation au Luxembourg et à la procédure de reconnaissance des titres étrangers relatifs à la profession de psychothérapeute, il est précisé que l'établissement d'une liste d'instituts de formation étrangers entrant en ligne de compte pour la reconnaissance des diplômes, à l'instar de ce qui se pratique en Suisse, pays non-membre de l'Union européenne, n'est juridiquement pas possible au regard du droit européen auquel notre pays est lié.

*

Dans sa prochaine réunion du mardi, le 7 octobre 2014 à 14.00 heures, la commission entendra des représentants de la Fondation Pro Familia et d'autres associations signataires d'un avis commun ainsi que de l'association des thérapeutes systémiques familiaux.

Luxembourg, le 6 octobre 2014

Le Secrétaire-administrateur,
Martin Bisenius

La Présidente,
Cécile Hemmen

Annexe: Loi belge du 4 avril 2014 réglementant les professions de soins de santé mentale

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2014/22198]

4 APRIL 2014. — Wet tot regeling van de geestelijke gezondheidszorgberoepen en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:
HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Klinische psychologie en klinische orthopedagogiek*

Art. 2. In artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gewijzigd bij de wetten van 6 april 1995, 13 december 2006 en 19 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden "en 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies";

b) in het derde lid worden de woorden "en 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 3. In artikel 9, § 1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 6 april 1995, 25 januari 1999, 13 december 2006 en 24 juli 2008, worden de woorden "en 21noviesdecies" telkens vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 4. In artikel 11, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "bij de artikelen 2, 3 en 4" vervangen door de woorden "in de artikelen 2, § 1, 3, 4, 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 5. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidende :

"Art. 11bis. Elke beoefenaar van een gezondheidszorgberoep heeft de verantwoordelijkheid om de patiënt te verwijzen naar een andere ter zake bevoegde beoefenaar van een gezondheidszorgberoep wanneer de gezondheidsproblematiek waarvoor een ingreep is vereist de grenzen van het eigen competentiegebied overschrijft."

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "en 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 7. In artikel 13, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 6 april 1995, 13 december 2006 en 19 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden ", of 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies";

b) in het tweede lid worden de woorden "3 en 21noviesdecies" vervangen door de woorden "3, 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 8. In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "en 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 9. In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "of 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 10. In artikel 18, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 6 april 1995 en 13 december 2006, worden de woorden "en 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 11. In artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "en 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 12. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een hoofdstuk Isexies ingevoegd, luidende "De uitoefening van de klinische psychologie en van de klinische orthopedagogiek".

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2014/22198]

4 AVRIL 2014. — Loi réglementant les professions des soins de santé mentale et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :
CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution

CHAPITRE 2. — *Psychologie clinique et orthopédagogie clinique*

Art. 2. A l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, modifié par les lois des 6 avril 1995, 13 décembre 2006 et 19 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots "et 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies";

b) dans l'alinéa 3, les mots "et 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 3. Dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 6 avril 1995, 25 janvier 1999, 13 décembre 2006 et 24 juillet 2008, les mots "et 21noviesdecies" sont chaque fois remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 4. Dans l'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, les mots "aux articles 2, 3 et 4" sont remplacés par les mots "aux articles 2, § 1^{er}, 3, 4, 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 5. Dans le même arrêté royal il est inséré un article 11bis rédigé comme suit :

"Art. 11bis. Tout praticien d'une profession des soins de santé a la responsabilité de renvoyer son patient vers un autre prestataire de soins compétent en la matière lorsque le problème de santé nécessitant une intervention excède son propre domaine de compétence."

Art. 6. Dans l'article 12 du même arrêté royal, modifié par la loi du 13 décembre 2006, les mots "et 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 7. A l'article 13, § 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 6 avril 1995, 13 décembre 2006 et 19 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots "ou 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies";

b) dans l'alinéa 2, les mots "3 et 21noviesdecies" sont remplacés par les mots "3, 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 8. Dans l'article 15, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par la loi du 13 décembre 2006, les mots "et 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 9. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par la loi du 13 décembre 2006, les mots "ou 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 10. Dans l'article 18, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 6 avril 1995 et 13 décembre 2006, les mots "et 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 11. Dans l'article 19 du même arrêté royal, modifié par la loi du 13 décembre 2006, les mots "et 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 12. Dans le même arrêté royal, il est inséré un chapitre I^{er}sexies intitulé "L'exercice de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique".

Art. 13. In hoofdstuk Isexies, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 21*quater*vicies ingevoegd, luidende:

“Art. 21*quater*vicies. § 1. Alleen de houder van een erkenning uitgereikt door de voor de Volksgezondheid bevoegde minister mag de klinische psychologie uitoefenen.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek, de voorwaarden voor het verkrijgen, het behoud en de intrekking van de in § 1 bedoelde erkenning, de leerstof die moet zijn verwerkt en de stades die moeten zijn gevolgd om de erkenning in de klinische psychologie te verkrijgen.

De erkenning in de klinische psychologie kan enkel worden verleend aan de houder van een diploma van het universitaire onderwijs in het domein van de klinische psychologie behaald ter afsluiting van een opleiding, die in het kader van het voltijds onderwijs, minstens vijf jaar studie of 300 punten in het Europees systeem voor de overdracht en de accumulatie van studiebelastingpunten (ECTS) telt, een stage in het domein van de klinische psychologie inbegrepen. Met de houder van een diploma in het domein van de klinische psychologie worden gelijkgesteld, de personen die houder zijn van een universitair diploma in het vakgebied van de psychologie dat uitgereikt werd voor de inwerkingtreding van dit artikel en die een beroepservaring van minimum drie jaar in het domein van de klinische psychologie kunnen bewijzen.

§ 3. Onder de uitoefening van de klinische psychologie wordt verstaan het gebruikelijk verrichten van autonome handelingen die tot doel hebben of worden voorgesteld tot doel te hebben, bij een mens en in een wetenschappelijk onderbouwd klinisch psychologisch referentiekader, de preventie, het onderzoek, het opsporen of het stellen van een psychodiagnose van echt dan wel ingebeeld psychisch of psychosomatisch lijden en die persoon te behandelen of te begeleiden.

§ 4. De Koning kan, na advies van de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek, de in § 3 bedoelde verrichtingen verduidelijken en omschrijven en de voorwaarden voor de uitoefening ervan vastleggen.”

Art. 14. In hetzelfde hoofdstuk Isexies, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 21*quinquies*vicies ingevoegd, luidende:

“Art. 21*quinquies*vicies. § 1. Alleen de houder van een erkenning uitgereikt door de voor de Volksgezondheid bevoegde minister mag de klinische orthopedagogiek uitoefenen.

In afwijking van het eerste lid, mag de houder van een erkenning in de klinische psychologie die tijdens zijn opleiding in de klinische psychologie een opleiding in de klinische orthopedagogiek heeft gevolgd, de klinische orthopedagogiek uitoefenen.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek, de voorwaarden voor het verkrijgen, het behoud en de intrekking van de in § 1, eerste lid, bedoelde erkenning inzonderheid de leerstof die moet zijn verwerkt en de stades die moeten zijn gevolgd om de erkenning in de klinische orthopedagogiek te verkrijgen.

De erkenning in de klinische orthopedagogiek kan enkel worden verleend aan de houder van een diploma van het universitair onderwijs in het domein van de klinische orthopedagogiek, behaald ter afsluiting van een opleiding, die in het kader van het voltijds onderwijs minstens vijf jaar studie of 300 ECTS-studiepunten telt, een stage in het domein van de klinische orthopedagogiek inbegrepen.

§ 3. Onder uitoefening van de klinische orthopedagogiek wordt verstaan het, in een wetenschappelijk referentiekader van de klinische orthopedagogiek, gebruikelijk verrichten van autonome handelingen die de preventie, het onderzoek en het opsporen van problemen in verband met de opvoeding, het gedrag, de ontwikkeling of de scholing bij personen tot doel hebben en de behandeling of de begeleiding van die personen.

§ 4. De Koning kan, na advies van de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek, de in § 3 bedoelde verrichtingen verduidelijken en omschrijven en de voorwaarden voor de uitoefening ervan vastleggen.”

Art. 15. In hetzelfde hoofdstuk Isexies, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 21*sexies*vicies ingevoegd, luidende:

“Art. 21*sexies*vicies. § 1. Er wordt een Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek opgericht.

Art. 13. Dans le chapitre Iersexies, inséré par l'article 12, il est inséré un article 21*quater*vicies, rédigé comme suit:

“Art. 21*quater*vicies. § 1^{er}. Nul ne peut exercer la psychologie clinique s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, les conditions pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au § 1^{er}, en particulier les matières qui doivent avoir été assimilées et les stages qui doivent avoir été suivis pour obtenir l'agrément en psychologie clinique.

L'agrément en psychologie clinique ne peut être accordé qu'au porteur d'un diplôme d'enseignement universitaire dans le domaine de la psychologie clinique, sanctionnant une formation qui, dans le cadre d'un enseignement de plein exercice, compte au moins cinq années d'études ou 300 crédits dans le système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS), en ce compris un stage dans le domaine de la psychologie clinique. Sont assimilées au porteur d'un diplôme universitaire dans le domaine de la psychologie clinique, les personnes porteuses d'un diplôme d'enseignement universitaire dans le domaine de la psychologie délivré avant l'entrée en vigueur du présent article et pouvant justifier d'une expérience professionnelle de minimum trois ans dans le domaine de la psychologie clinique.

§ 3. Par exercice de la psychologie clinique, on entend l'accomplissement habituel d'actes autonomes ayant pour objet ou présentés comme ayant pour objet, à l'égard d'un être humain et dans un cadre de référence scientifiquement étayé de psychologie clinique, la prévention, l'examen, le dépistage ou l'établissement du psychodiagnostic de souffrances psychiques ou psychosomatiques, réelles ou supposées, et la prise en charge ou le soutien de cette personne.

§ 4. Le Roi peut, après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, préciser et définir les actes visés au § 3 et fixer les conditions de leur exécution.”

Art. 14. Dans le même chapitre Iersexies, inséré par l'article 12, il est inséré un article 21*quinquies*vicies, rédigé comme suit:

“Art. 21*quinquies*vicies. § 1^{er}. Nul ne peut exercer l'orthopédagogie clinique s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, peut exercer l'orthopédagogie clinique le titulaire d'un agrément en psychologie clinique qui a suivi une formation en orthopédagogie clinique durant sa formation en psychologie clinique.

§ 2. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, les conditions pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en particulier les matières qui doivent avoir été assimilées et les stages qui doivent avoir été suivis pour obtenir l'agrément en orthopédagogie clinique.

L'agrément en orthopédagogie clinique ne peut être accordé qu'au porteur d'un diplôme d'enseignement universitaire dans le domaine de l'orthopédagogie clinique, sanctionnant une formation qui, dans le cadre d'un enseignement de plein exercice, compte au moins cinq années d'études ou 300 crédits ECTS, en ce compris un stage dans le domaine de l'orthopédagogie clinique.

§ 3. Par exercice de l'orthopédagogie clinique, on entend l'accomplissement habituel, dans un cadre de référence scientifique de l'orthopédagogie clinique, d'actes autonomes qui ont pour but la prévention, l'examen et le dépistage des problèmes éducatifs, comportementaux, de développement ou d'apprentissage chez des personnes et la prise en charge ou l'accompagnement de ces personnes.

§ 4. Le Roi peut, après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, préciser et définir les actes visés au § 3 et fixer les conditions de leur exécution.”

Art. 15. Dans le même chapitre Iersexies, inséré par l'article 12, il est inséré un article 21*sexies*vicies, rédigé comme suit:

“Art. 21*sexies*vicies. § 1^{er}. Il est institué un Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique.

§ 2. De Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek heeft als opdracht om de voor de Volksgezondheid bevoegde minister, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de uitoefening van de klinische psychologie of van de klinische orthopedagogiek. Die Raad kan de gemeenschapsregeringen, op hun verzoek, advies verlenen over elke aangelegenheid die betrekking heeft op hun opleiding.

§ 3. De Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek bestaat uit :

1° acht leden, waaronder vier Nederlandstaligen en vier Franstaligen, die houder zijn van het in artikel 21^{quater}viciés, § 2, tweede lid, bedoelde universitair diploma en sinds ten minste vijf jaar een academische functie ter zake bekleden, op een lijst van dubbeltallen voorgedragen door de faculteiten die volledig onderwijs verstrekken als bedoeld in artikel 21^{quater}viciés, § 2, tweede lid;

2° twee leden, waaronder een Nederlandstalige en een Franstalige, die gemachtigd zijn de klinische orthopedagogiek uit te oefenen overeenkomstig artikel 21^{quinquies}viciés, § 1, en sinds ten minste vijf jaar een academische functie ter zake bekleden, op een lijst van dubbeltallen voorgedragen door de faculteiten die volledig onderwijs verstrekken dat leidt tot een opleiding die de uitoefening toestaat van de klinische orthopedagogiek, overeenkomstig artikel 21^{quinquies}viciés, § 2, tweede lid.

3° acht leden, waaronder vier Nederlandstaligen en vier Franstaligen, die houder zijn van het in artikel 21^{quater}viciés, § 2, tweede lid, bedoelde universitair diploma en de klinische psychologie werkelijk beoefenen, voorgedragen op een lijst van dubbeltallen door de representatieve beroepsverenigingen;

4° twee leden, waaronder een Nederlandstalige en een Franstalige die conform artikel 21^{quinquies}viciés, § 1, gemachtigd zijn de klinische orthopedagogiek uit te oefenen en die de klinische orthopedagogiek werkelijk beoefenen, voorgedragen op een lijst van dubbeltallen door de representatieve beroepsverenigingen;

5° twee artsen, waaronder een Nederlandstalige en een Franstalige, houders van de bijzondere beroepstitel van geneesheer-specialist in de psychiatrie zoals door de Koning bepaald en die door hun beroepsvereniging zijn aangewezen.

De Koning kan de criteria vastleggen opdat een vereniging als representatief in de zin van het eerste lid, 3° en 4°, kan worden aangewezen.

§ 4. De leden van de Federale Raad worden door de Koning benoemd onder een hernieuwbare periode van zes jaar. De Federale Raad verkiesd onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

Aan elk werkend lid van de Federale Raad wordt een plaatsvervanger toegevoegd die aan dezelfde voorwaarden voldoet.

§ 5. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Federale Raad.

De Federale Raad kan alleen geldig beraadslagen en beslissen wanneer ten minste de helft van de werkende leden aanwezig zijn of door hun plaatsvervanger vertegenwoordigd zijn.

De beslissingen van de Federale Raad worden genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 6. Met uitzondering van de in § 3, eerste lid, 5°, bedoelde leden, zijn de leden van de Federale Raad, naar gelang van het geval, als klinisch psycholoog of klinisch orthopedagoog, overeenkomstig artikel 21^{quater}viciés, § 1, of artikel 21^{quinquies}viciés, § 1, erkend, uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit dat de voorwaarden en nadere erkenningsregels bepaalt."

Art. 16. In hetzelfde hoofdstuk I^{sexies}, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 21^{septies}viciés ingevoegd, luidende :

"Art. 21^{septies}viciés. § 1. Er wordt een Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek opgericht.

§ 2. De Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de klinische psychologie en van de klinische orthopedagogiek heeft als opdracht om, voor individuele gevallen, een advies te verstrekken met betrekking tot de verlening, het toezicht op en het behoud van de in artikel 21^{quater}viciés, § 1, bedoelde erkenning, en van de in artikel 21^{quinquies}viciés, § 1, bedoelde erkenning.

§ 3. De Koning legt de procedure vast voor het verkrijgen, behouden en intrekken van de in artikel 21^{quater}viciés, § 1, bedoelde erkenning en van de in artikel 21^{quinquies}viciés, § 1, bedoelde erkenning.

§ 4. De Koning regelt de samenstelling, de organisatie en de werking van de Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de klinische psychologie en van de klinische orthopedagogiek.

§ 2. Le Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique a pour mission de donner au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis en toutes matières relatives à l'exercice de la psychologie clinique ou à l'exercice de l'orthopédagogie clinique. Ce Conseil peut également donner des avis aux gouvernements des communautés, à la demande de ceux-ci, sur toute matière relative à leur formation.

§ 3. Le Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique est composé de :

1° huit membres, dont quatre membres francophones et quatre membres néerlandophones, titulaires du diplôme universitaire visé à l'article 21^{quater}viciés, § 2, alinéa 2, et occupant des fonctions académiques en la matière depuis au moins cinq ans, proposés sur une liste double par les facultés organisant l'enseignement complet visé à l'article 21^{quater}viciés, § 2, alinéa 2;

2° deux membres, dont un membre francophone et un membre néerlandophone, autorisés à exercer l'orthopédagogie clinique conformément à l'article 21^{quinquies}viciés, § 1^{er}, et occupant des fonctions académiques en la matière depuis au moins cinq ans, proposés sur une liste double par les facultés organisant l'enseignement complet menant à une formation autorisant l'exercice de l'orthopédagogie clinique, conformément à l'article 21^{quinquies}viciés, § 2, alinéa 2;

3° huit membres, dont quatre membres francophones et quatre membres néerlandophones, titulaires du diplôme universitaire visé à l'article 21^{quater}viciés, § 2, alinéa 2, et pratiquant de manière effective la psychologie clinique, proposés sur une liste double par les organisations professionnelles représentatives;

4° deux membres, dont un membre francophone et un membre néerlandophone, autorisés à exercer l'orthopédagogie clinique conformément à l'article 21^{quinquies}viciés, § 1^{er}, et pratiquant de manière effective l'orthopédagogie clinique, proposés sur une liste double par les organisations professionnelles représentatives;

5° deux médecins, dont un francophone et un néerlandophone, titulaires du titre professionnel particulier de médecin spécialiste en psychiatrie tel que fixé par le Roi et désignés par leur organisation professionnelle.

Le Roi peut fixer les critères pour qu'une organisation puisse être désignée comme représentative au sens de l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°.

§ 4. Les membres du Conseil fédéral sont nommés par le Roi pour un terme renouvelable de six ans. Le Conseil fédéral élit en son sein, parmi les membres, un président et un vice-président.

Chaque membre effectif du Conseil fédéral est pourvu d'un membre suppléant répondant aux mêmes conditions que lui.

§ 5. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres effectifs sont présents ou représentés par leurs suppléants.

Les décisions du Conseil fédéral sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

§ 6. À l'exception des membres visés au § 3, alinéa 1^{er}, 5°, les membres du Conseil fédéral sont, selon le cas, agréés comme psychologue clinicien ou orthopédagogue clinicien conformément à l'article 21^{quater}viciés, § 1^{er}, ou à l'article 21^{quinquies}viciés, § 1^{er}, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui fixe les conditions et les modalités de l'agrément."

Art. 16. Dans le même chapitre I^{er}^{sexies}, inséré par l'article 12, il est inséré un article 21^{septies}viciés, rédigé comme suit :

"Art. 21^{septies}viciés. § 1^{er}. Il est institué une Commission d'agrément pour les praticiens de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique.

§ 2. La Commission d'agrément pour les praticiens de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique a pour mission de rendre un avis, dans des cas individuels, quant à l'octroi, au contrôle, et au maintien de l'agrément visé à l'article 21^{quater}viciés, § 1^{er}, et de l'agrément visé à l'article 21^{quinquies}viciés, § 1^{er}.

§ 3. Le Roi fixe la procédure pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé à l'article 21^{quater}viciés, § 1^{er}, et de l'agrément visé à l'article 21^{quinquies}viciés, § 1^{er}.

§ 4. Le Roi règle la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'agrément pour les praticiens de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique.

Het mandaat van lid van de Erkenningscommissie is onverenigbaar met dat van lid van de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek."

Art. 17. In artikel 22, 1°, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 6 april 1995, worden de woorden "en 21^{quater}" vervangen door de woorden ", 21^{quater}, 21^{quater}vicijs en 21^{quinqvicijs}".

Art. 18. In artikel 24, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, worden de woorden "en 21^{bis}" vervangen door de woorden ", 21^{bis}, 21^{quater}vicijs en 21^{quinqvicijs}".

Art. 19. In artikel 35^{ter} van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, en gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "en 22" vervangen door de woorden ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} en 22".

Art. 20. In artikel 35^{duodecims}, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002, worden de woorden "en 22" vervangen door de woorden ", 21^{noviesdecims}, 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} en 22".

Art. 21. In artikel 35^{terdecims}, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 10 december 1997, en gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 2002 en 13 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 1°, worden de woorden "en 22" vervangen door de woorden ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} en 22";

b) in de bepaling onder 3°, b), worden de woorden "en 22" vervangen door de woorden ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} en 22".

Art. 22. Artikel 36, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1974, 6 april 1995, 13 december 2006 en 19 december 2008, wordt aangevuld met de bepalingen onder 7°^{quater} en 7°^{quinqvicijs}, luidende :

"7°^{quater} twee klinische psychologen;

7°^{quinqvicijs} twee personen bevoegd om de klinische orthopedagogiek uit te oefenen."

Art. 23. In artikel 37 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1974, 6 april 1995, 25 januari 1999, 13 december 2006, 8 juni 2008 en 19 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, 2°, a), worden de woorden "van de klinisch psychologen en de klinisch orthopedagogen" ingevoegd tussen de woorden "van de beoefenaars van de verpleegkunde" en de woorden "en van de beoefenaars van de paramedische beroepen";

b) in § 1, 2°, c), 1., worden de woorden "de verpleegkunde en de paramedische beroepen" vervangen door de woorden "de verpleegkunde, de paramedische beroepen, de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek";

c) in § 1, 2°, c), 2., worden de woorden "van de verpleegkunde of van een paramedisch beroep" vervangen door de woorden ", van de verpleegkunde, van een paramedisch beroep, van de klinische psychologie of de klinische orthopedagogiek";

d) in § 1, 2°, e), eerste lid, worden de woorden "of door een lid van een paramedisch beroep" vervangen door de woorden ", van de klinische psychologie, de klinische orthopedagogiek of door een lid van een paramedisch beroep";

e) in § 1, 2°, e), tweede lid, worden de woorden ", de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek" ingevoegd tussen de woorden "van de Federale Raad voor de verpleegkunde" en de woorden "of van de Nationale Raad voor paramedische beroepen";

f) in § 2, eerste lid, worden de woorden "tot 7°^{ter}" vervangen door de woorden "tot 7°^{quinqvicijs}".

Art. 24. In artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1974, 13 december 1976, 22 februari 1994, 6 april 1995, 17 maart 1997, 26 juni 2000, 10 augustus 2001, 9 juli 2004, 1 mei 2006, 13 december 2006 en 24 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, 1°, eerste lid, worden de woorden "of 51" vervangen door de woorden ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} of 51";

b) in § 1, 1°, vierde lid, worden de woorden "of 51" vervangen door de woorden ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} of 51";

Le mandat de membre de la Commission d'agrément est incompatible avec celui de membre du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique."

Art. 17. Dans l'article 22, 1°, du même arrêté royal, modifié par la loi du 6 avril 1995, les mots "et 21^{quater}" sont remplacés par les mots ", 21^{quater}, 21^{quater}vicijs et 21^{quinqvicijs}".

Art. 18. Dans l'article 24, § 1^{er}, du même arrêté royal, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, les mots "et 21^{bis}" sont remplacés par les mots ", 21^{bis}, 21^{quater}vicijs et 21^{quinqvicijs}".

Art. 19. Dans l'article 35^{ter} du même arrêté royal, inséré par la loi du 19 décembre 1990 et modifié par la loi du 13 décembre 2006, les mots "et 22" sont remplacés par les mots ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} et 22".

Art. 20. Dans l'article 35^{duodecims}, alinéa 2, du même arrêté royal, inséré par la loi du 2 août 2002, les mots "et 22" sont remplacés par les mots ", 21^{noviesdecims}, 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} et 22".

Art. 21. Dans l'article 35^{terdecims}, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, inséré par la loi du 10 décembre 1997, et modifié par les lois des 2 août 2002 et 13 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1°, les mots "et 22" sont remplacés par les mots ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} et 22";

b) dans le 3°, b), les mots "et 22" sont remplacés par les mots ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} et 22".

Art. 22. L'article 36, § 2, du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974, 6 avril 1995, 13 décembre 2006 et 19 décembre 2008, est complété par les 7°^{quater} et 7°^{quinqvicijs}, rédigés comme suit :

"7°^{quater} deux psychologues cliniciens;

7°^{quinqvicijs} deux personnes autorisées à exercer l'orthopédagogie clinique."

Art. 23. A l'article 37 du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974, 6 avril 1995, 25 janvier 1999, 13 décembre 2006, 8 juin 2008 et 19 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 1^{er}, 2°, a), les mots ", des psychologues cliniciens, des orthopédagogues cliniciens," sont insérés entre les mots "des praticiens de l'art infirmier" et les mots "et des praticiens des professions paramédicales";

b) dans le § 1^{er}, 2°, c), 1., les mots "l'art infirmier et les professions paramédicales" sont remplacés par les mots "l'art infirmier, les professions paramédicales, la psychologie clinique et l'orthopédagogie clinique";

c) dans le § 1^{er}, 2°, c), 2., les mots "de l'art infirmier ou d'une profession paramédicale" sont remplacés par les mots "de l'art infirmier, d'une profession paramédicale, de la psychologie clinique ou de l'orthopédagogie clinique";

d) dans le § 1^{er}, 2°, e), alinéa 1^{er}, les mots "ou par un membre d'une profession paramédicale" sont remplacés par les mots ", de la psychologie clinique, de l'orthopédagogie clinique ou par un membre d'une profession paramédicale";

e) dans le § 1^{er}, 2°, e), alinéa 2, les mots ", du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique" sont insérés entre les mots "du Conseil fédéral de l'art infirmier" et les mots "ou du Conseil national de professions paramédicales";

f) dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots "à 7°^{ter}" sont remplacés par les mots "à 7°^{quinqvicijs}".

Art. 24. Dans l'article 38 du même arrêté, modifié par les lois des 20 décembre 1974, 13 décembre 1976, 22 février 1994, 6 avril 1995, 17 mars 1997, 26 juin 2000, 10 août 2001, 9 juillet 2004, 1^{er} mai 2006, 13 décembre 2006 et 24 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 1^{er}, 1°, alinéa 1^{er}, les mots "ou 51" sont remplacés par les mots ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} ou 51";

b) dans le § 1^{er}, 1°, alinéa 4, les mots "ou 51" sont remplacés par les mots ", 21^{quater}vicijs, 21^{quinqvicijs} ou 51";

c) in § 1, 3°, worden de woorden "of 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies";

d) in § 2, 2°, worden de woorden "en 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies en 21quinquiesdecies".

Art. 25. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 40ter ingevoegd, luidende :

"Art. 40ter. Onverminderd de toepassing van de bij het Strafwetboek gestelde straffen, wordt gestraft met een geldboete van 200 euro tot 1.000 euro :

1° hij die, in overtreding van artikel 21quaterdecies, § 3, of 21quinquiesdecies, zich in het openbaar een beroepstittel toe-eigent zonder er recht op te hebben;

2° hij die, in overtreding van artikel 21quaterdecies, § 3, of 21quinquiesdecies, ten onrechte een beroepstittel toekent aan personen die hij, zelfs kosteloos, tewerkstelt.

In het in het eerste lid, 2°, bedoelde geval zijn de werkgevers en lastgevers burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten uitgesproken ten laste van hun aangestelden of lastnemers wegens bij de uitvoering van hun contract gepleegde misdrijven."

Art. 26. In artikel 41 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1974 en 22 augustus 1991, worden de woorden "van de verpleegkunde of van een paramedisch beroep" vervangen door de woorden "van de verpleegkunde, van de klinische psychologie, van de klinische orthopedagogiek of van een paramedisch beroep".

Art. 27. In artikel 45, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1974, 6 augustus 1993, 6 april 1995 en 19 december 2008, worden de woorden ", de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek" ingevoegd tussen de woorden "de Federale Raad voor Verpleegkunde" en de woorden "en van de Nationale raad voor de paramedische beroepen".

Art. 28. In artikel 45ter, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 25 januari 1999 en gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "en 22" vervangen door de woorden ", 21quaterdecies, 21quinquiesdecies en 22".

Art. 29. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 47bis ingevoegd, luidende :

"Art. 47bis. De koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 21quaterdecies en artikel 21quinquiesdecies worden uitgevaardigd na advies van de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek, uitgebracht hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

Wanneer de minister om het advies verzoekt, brengt de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek zijn advies uit binnen vier maanden. Na het verstrijken van die termijn wordt het advies geacht uitgebracht te zijn."

Art. 30. In artikel 49, eerste lid van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1974 en 6 april 1995, worden de woorden "in artikel 21quinquies, § 1, b) en in artikel 23, § 1" vervangen door de woorden "in artikel 21quinquies, § 1, b), in artikel 21quaterdecies, § 4, in artikel 21quinquiesdecies, § 4, en in artikel 23, § 1".

Art. 31. In artikel 49bis, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998 en gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "of 21noviesdecies" vervangen door de woorden ", 21noviesdecies, 21quaterdecies of 21quinquiesdecies".

Art. 32. In artikel 49quater van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998 en gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "en 22" vervangen door de woorden ", 21quaterdecies, 21quinquiesdecies en 22".

Art. 33. In artikel 50, § 1, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1974 en 6 april 1995, worden de woorden "in artikelen 5, 6, 21quinquies, § 1, b) en 23, § 1" vervangen door de woorden "in de artikelen 5, 6, 21quinquies, § 1, b), in artikel 21quaterdecies, § 4, in artikel 21quinquiesdecies, § 4, en in artikel 23, § 1".

c) dans le § 1^{er}, 3°, les mots "ou 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies";

d) dans le § 2, 2°, les mots "et 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies et 21quinquiesdecies".

Art. 25. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 40ter, rédigé comme suit :

"Art. 40ter. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, est puni d'une amende de 200 euros à 1.000 euros :

1° celui qui, en infraction à l'article 21quaterdecies, § 3, ou à l'article 21quinquiesdecies, s'attribue publiquement un titre professionnel auquel il ne peut prétendre;

2° celui qui, en infraction à l'article 21quaterdecies, § 3 ou à l'article 21quinquiesdecies, attribue injustement un titre professionnel à des personnes qu'il occupe, même bénévolement.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, les employeurs et les mandants sont civilement responsables des amendes infligées à leurs préposés ou mandataires du chef d'infractions commises dans l'exécution de leur contrat."

Art. 26. Dans l'article 41 du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974 et 22 août 1991, les mots "de l'art infirmier ou d'une profession paramédicale" sont remplacés par les mots "de l'art infirmier, de la psychologie clinique, de l'orthopédagogie clinique ou d'une profession paramédicale".

Art. 27. Dans l'article 45, § 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974, 6 août 1993, 6 avril 1995 et 19 décembre 2008, les mots ", du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique" sont insérés entre les mots du Conseil fédéral de l'art infirmier" et les mots "et du Conseil national de professions paramédicales".

Art. 28. Dans l'article 45ter, § 1^{er}, du même arrêté royal, inséré par la loi du 25 janvier 1999 et modifié par la loi du 13 décembre 2006, les mots "et 22" sont remplacés par les mots ", 21quaterdecies, 21quinquiesdecies et 22".

Art. 29. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 47bis, rédigé comme suit :

"Art. 47bis. Les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 21quaterdecies et de l'article 21quinquiesdecies sont pris après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, donné soit d'initiative, soit à la demande du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Lorsque le ministre demande l'avis, le Conseil de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique donne son avis dans les quatre mois. Passé ce délai, l'avis est censé avoir été donné."

Art. 30. Dans l'article 49, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974 et 6 avril 1995, les mots "à l'article 21quinquies, § 1^{er}, b) et à l'article 23, § 1^{er}" sont remplacés par les mots "à l'article 21quinquies, § 1^{er}, b), à l'article 21quaterdecies, § 4, à l'article 21quinquiesdecies, § 4, et à l'article 23, § 1^{er}".

Art. 31. Dans l'article 49bis, § 1^{er}, du même arrêté royal, inséré par la loi du 22 février 1998 et modifié par la loi du 13 décembre 2006, les mots "ou 21noviesdecies" sont remplacés par les mots ", 21noviesdecies, 21quaterdecies ou 21quinquiesdecies".

Art. 32. Dans l'article 49quater du même arrêté royal, inséré par la loi du 22 février 1998 et modifié par la loi du 13 décembre 2006, les mots "et 22" sont remplacés par les mots ", 21quaterdecies, 21quinquiesdecies et 22".

Art. 33. Dans l'article 50, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974 et 6 avril 1995, les mots "aux articles 5, 6, 21quinquies, § 1^{er}, b) et 23, § 1^{er}," sont remplacés par les mots "aux articles 5, 6, 21quinquies, § 1^{er}, b), à l'article 21quaterdecies, § 4, à l'article 21quinquiesdecies, § 4, et à l'article 23, § 1^{er}".

HOOFDSTUK 3. — Psychotherapie

Afdeling 1. — Uitoefening van de psychotherapie

Art. 34. Alleen de houder van een daartoe uitgereikte machtiging mag de psychotherapie uitoefenen en de titel van psychotherapeut voeren.

In afwijking van het eerste lid mag de psychotherapeut in opleiding die voldoet aan de bij deze wet vastgestelde voorwaarden de psychotherapie uitoefenen zonder evenwel er de titel van te mogen voeren.

Art. 35. § 1. Onder de uitoefening van de psychotherapie wordt verstaan het gebruikelijk verrichten van autonome handelingen die tot doel hebben of worden voorgesteld tot doel te hebben, de moeilijkheden, conflicten of psychische stoornissen van een individu weg te nemen of te verlichten, het verrichten van psychotherapeutische ingrepen op basis van een psychotherapeutisch referentiekader, ten aanzien van dat individu of van een groep individuen, als een volwaardig systeem beschouwd, waarvan dat individu deel uitmaakt.

§ 2. De Koning kan, na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie, de in § 1 bedoelde verrichtingen omschrijven en de voorwaarden voor de uitoefening ervan vastleggen.

§ 3. Als psychotherapeutische referentiekaders waarin alle door een gemachtigde psychotherapeut verrichte psychotherapeutische handelingen moeten passen worden erkend :

- 1° de psychoanalytische en psychodynamische georiënteerde psychotherapie;
- 2° de gedrags- en cognitieve georiënteerde psychotherapie;
- 3° de systeem- en familiaal georiënteerde psychotherapie ;
- 4° de experiëntiële, persoonsgerichte en humanistisch georiënteerde psychotherapie.

§ 4. De Koning kan, na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie, andere psychotherapeutische oriëntaties omschrijven en de in § 3 vastgelegde lijst aanvullen.

Art. 36. § 1. De Koning legt, na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie, de voorwaarden vast voor het verkrijgen, behouden en intrekken van de in artikel 34 bedoelde machtiging tot de psychotherapie.

§ 2. Onder die voorwaarden legt de Koning met name vast :

- 1° de leerstof die moet zijn verwerkt;
- 2° de stages die men moet hebben gevolgd;
- 3° de voortgezette opleiding;
- 4° de praktijk.

Art. 37. De machtiging tot de psychotherapie wordt verleend en ingetrokken na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie.

De Koning legt de procedure vast voor het verkrijgen, behouden en intrekken van de in artikel 34 bedoelde machtiging tot de psychotherapie.

Art. 38. § 1. De machtiging tot de psychotherapie kan enkel worden verleend aan een beoefenaar die cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° minstens houder zijn van een diploma van de eerste cyclus van het hoger onderwijs in het domein van de gezondheidszorgberoepen, de psychologie, de pedagogische wetenschappen of de sociale wetenschappen, behaald ter afsluiting van een opleiding die [...] minstens drie jaar studie of 180 ECTS-studiepunten telt;

2° in de basisbegrippen van de psychologie zijn opgeleid bij een universitaire instelling of een hogeschool;

3° een specifieke opleiding in de psychotherapie hebben gevolgd die ten minste 70 over vier jaar opleiding gespreide ECTS-studiepunten telt.

§ 2. De in § 1, 2°, bedoelde basisbegrippen van de psychologie omvatten, met name, de volgende vakken :

- a) algemene psychologie;
- b) psychopathologie en psychiatrie;
- c) psychofarmacologie;
- d) psychodiagnostiek;
- e) netwerken met gezondheidszorgbeoefenaars;
- f) inleiding tot de psychotherapeutische oriëntaties.

Deze basisbegrippen worden door de Koning gepreciseerd na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie.

CHAPITRE 3. — Psychothérapie

Section 1^{re}. — Exercice de la psychothérapie

Art. 34. Nul ne peut exercer la psychothérapie et porter le titre de psychothérapeute y afférant s'il n'est titulaire d'une habilitation octroyée à cet effet.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, est habilité à exercer la psychothérapie sans toutefois pouvoir en porter le titre, le psychothérapeute en formation répondant aux conditions déterminées par la présente loi.

Art. 35. § 1^{er}. Par exercice de la psychothérapie, on entend l'accomplissement habituel d'actes autonomes ayant pour objet ou présentés comme ayant pour objet, dans le but d'éliminer ou d'alléger les difficultés, les conflits ou les troubles psychiques d'un individu, l'accomplissement d'interventions psychothérapeutiques basées sur un cadre de référence psychothérapeutique, à l'égard de cet individu ou d'un groupe d'individus, considéré comme un système à part entière, dont fait partie cet individu.

§ 2. Le Roi peut, après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie, définir les actes visés au § 1^{er} et fixer les conditions de leur exécution.

§ 3. Sont reconnus comme cadres de référence psychothérapeutique dans lesquels doit s'inscrire toute intervention psychothérapeutique accomplie par un psychothérapeute habilité :

- 1° la psychothérapie à orientation psychanalytique et psychodynamique;
- 2° la psychothérapie à orientation comportementale et cognitive;
- 3° la psychothérapie à orientation systémique et familiale;
- 4° la psychothérapie d'orientation humaniste centrée sur la personne et expérientielle.

§ 4. Le Roi peut, après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie, définir d'autres orientations psychothérapeutiques et compléter la liste fixée au § 3.

Art. 36. § 1^{er}. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie, les conditions pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'habilitation à la psychothérapie visée à l'article 34.

§ 2. Parmi ces conditions, le Roi fixe, notamment :

- 1° les matières qui doivent avoir été assimilées;
- 2° les stages qui doivent avoir été suivis;
- 3° la formation continue;
- 4° la pratique.

Art. 37. L'habilitation à la psychothérapie est octroyée et retirée après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie.

Le Roi fixe la procédure applicable pour l'octroi, le maintien et le retrait de l'habilitation à la psychothérapie visée à l'article 34.

Art. 38. § 1^{er}. L'habilitation à la psychothérapie ne peut être octroyée qu'au praticien qui rencontre les conditions cumulatives suivantes :

1° être porteur, au minimum, d'un diplôme de premier cycle d'enseignement supérieur dans le domaine des professions de santé, de la psychologie, des sciences de l'éducation ou des sciences sociales, sanctionnant une formation qui [...] compte au moins trois années d'études ou 180 crédits ECTS;

2° être formé, auprès d'une institution universitaire ou d'une haute école, aux notions de base de la psychologie;

3° avoir suivi une formation spécifique à la psychothérapie qui compte au moins 70 crédits ECTS répartis sur quatre années de formation.

§ 2. Les notions de base de la psychologie visées au § 1^{er}, 2°, comprennent, notamment, les matières suivantes :

- a) psychologie générale;
- b) psychopathologie et psychiatrie;
- c) psychopharmacologie;
- d) psychodiagnostique;
- e) travail en réseau avec les professions de santé;
- f) introduction aux orientations psychothérapeutiques.

Ces notions de base sont précisées par le Roi après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie.

§ 3. Om een specifieke opleiding psychotherapie te kunnen beginnen, is de kandidaat-psychotherapeut vooraf minstens houder van een diploma van de eerste cyclus van het hoger onderwijs op het gebied van de gezondheidszorgberoepen, de psychologie, de pedagogische wetenschappen of de sociale wetenschappen zoals bedoeld in § 1, 1°, en opgeleid in de in § 1, 2°, bedoelde basisbegrippen van de psychologie.

§ 4. De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie, het aantal uren dat betrekking heeft op de specifieke opleiding in de psychotherapie die ten minste 500 uren theoretische opleiding omvat en een stage van minimum 1 600 uren klinische praktijk onder toezicht in een van de erkende psychotherapeutische oriëntaties.

Art. 39. § 1. Alleen de daartoe gemachtigde opleidingsinstellingen zijn bevoegd om de in artikel 38 bedoelde specifieke opleiding psychotherapie te verstrekken.

§ 2. De Koning legt, na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie, de voorwaarden vast voor het verkrijgen, behouden en intrekken van de machtiging voor de specifieke opleiding psychotherapie.

§ 3. Onder die voorwaarden legt de Koning met name de minimum-criteria vast waaraan de specifieke opleidingen psychotherapie moeten voldoen met betrekking tot :

- 1° de onderwezen vakken;
- 2° het aantal uren van de verschillende opleidingen;
- 3° het toezicht op de klinische praktijk.

Art. 40. De machtiging om de specifieke opleiding psychotherapie te verstrekken wordt verleend na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie.

De Koning legt de procedure vast voor het verkrijgen, behouden en intrekken van de machtiging om de specifieke opleiding psychotherapie te verstrekken.

Afdeling 2. — Federale Raad voor de psychotherapie

Art. 41. § 1. Er wordt een Federale Raad voor de psychotherapie opgericht.

§ 2. Naast de in deze wet bedoelde adviezen, heeft de Federale Raad voor de psychotherapie de opdracht om de voor de Volksgezondheid bevoegde minister, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de uitoefening van de psychotherapie. De Federale Raad voor de psychotherapie kan de Gemeenschapsregeringen, op hun verzoek, advies geven over elke aangelegenheid met betrekking tot de opleiding van de psychotherapeuten.

§ 3. De Federale Raad voor de psychotherapie is samengesteld als volgt :

1° voor elk referentiekader, zoals bedoeld in artikel 35, § 3, zes leden, waaronder drie Nederlandstaligen en drie Franstaligen die gemachtigd zijn om de psychotherapie uit te oefenen overeenkomstig artikel 34, eerste lid, en de psychotherapie daadwerkelijk uitoefenen, voorgedragen op een lijst van dubbeltallen door de representatieve beroepsverenigingen;

2° voor elk referentiekader, zoals bedoeld in artikel 35, § 3, twee leden, waaronder een Nederlandstalige en een Franstalige die gemachtigd zijn om de psychotherapie uit te oefenen overeenkomstig artikel 34, eerste lid, de psychotherapie daadwerkelijk in het bedoelde kader uitoefenen en sinds ten minste vijf jaar met een academische functie ter zake zijn bekleed, door de universiteiten voorgedragen op een lijst van dubbeltallen na overleg met de betrokken beroepsvereniging;

3° twee artsen, waaronder een Nederlandstalige en een Franstalige, houders van de bijzondere beroepstitel van geneesheer-specialist in de psychiatrie zoals door de Koning bepaald en die door hun beroepsvereniging zijn aangewezen.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria vastleggen opdat een vereniging als representatief zoals in de zin van het eerste lid, 1°, kan worden aangewezen.

§ 4. De leden van de Raad worden door de Koning benoemd voor een hernieuwbare periode van zes jaar. De Raad verkiest onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

Aan elk werkend lid van de Raad wordt een plaatsvervanger toegevoegd die aan dezelfde voorwaarden voldoet.

§ 3. Pour pouvoir débuter une formation spécifique à la psychothérapie, le candidat psychologue est, préalablement, porteur au minimum d'un diplôme de premier cycle d'enseignement supérieur dans le domaine des professions de santé, de la psychologie, des sciences de l'éducation ou des sciences sociales, tel que visé au § 1^{er}, 1°, et est formé aux notions de base de la psychologie, telles que visées au § 1^{er}, 2°.

§ 4. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie, le nombre d'heures relatif à la formation spécifique à la psychothérapie comportant au moins 500 heures de formation théorique, et un stage de minimum 1 600 heures de pratique clinique supervisée dans l'une des orientations psychothérapeutiques reconnues.

Art. 39. § 1^{er}. Sont seules habilitées à délivrer la formation spécifique à la psychothérapie visée à l'article 38 les institutions de formation habilitées à cet effet.

§ 2. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie, les conditions pour l'octroi, le maintien et le retrait de l'habilitation à délivrer la formation spécifique à la psychothérapie.

§ 3. Parmi ces conditions, le Roi fixe, notamment, les critères minima auxquels doivent répondre les formations spécifiques à la psychothérapie, relatifs :

- 1° aux matières enseignées;
- 2° au volume horaire des différents enseignements;
- 3° à la supervision de la pratique clinique.

Art. 40. L'habilitation à délivrer la formation spécifique à la psychothérapie est octroyée après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie.

Le Roi fixe la procédure pour l'octroi, le maintien et le retrait de cette habilitation à délivrer la formation spécifique à la psychothérapie.

Section 2. — Conseil fédéral de la psychothérapie

Art. 41. § 1^{er}. Il est institué un Conseil fédéral de la psychothérapie.

§ 2. Outre les avis visés à la présente loi, le Conseil fédéral de la psychothérapie a pour mission de donner au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis en toutes matières relatives à l'exercice de la psychothérapie. Le Conseil fédéral de la psychothérapie peut également donner des avis aux gouvernements des Communautés, à la demande de ceux-ci, sur toute matière relative à la formation des psychothérapeutes.

§ 3. Le Conseil fédéral de la psychothérapie est composé de :

1° pour chacun des cadres de références, tels que visés à l'article 35, § 3, six membres, dont trois membres francophones et trois membres néerlandophones, habilités à la pratique de la psychothérapie conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, et pratiquant de manière effective la psychothérapie, proposés sur une liste double par les organisations professionnelles représentatives.

2° pour chacun des cadres de référence, tels que visés à l'article 35, § 3, deux membres, dont un membre francophone et un membre néerlandophone, habilités à la pratique de la psychothérapie conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, pratiquant de manière effective la psychothérapie dans le cadre visé, et occupant des fonctions académiques en la matière depuis au moins cinq ans, proposés sur une liste double par les universités après concertation avec l'organisation professionnelle concernée;

3° deux médecins, dont un francophone et un néerlandophone, titulaires du titre professionnel particulier de médecin spécialiste en psychiatrie tel que fixé par le Roi et désignés par leur association professionnelle.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer les critères pour qu'une association puisse être désignée comme représentative au sens de l'alinéa 1^{er}, 1°.

§ 4. Les membres du Conseil sont nommés par le Roi pour un terme renouvelable de six ans. Le Conseil élit en son sein, parmi les membres, un président et un vice-président.

Chaque membre effectif du Conseil est pourvu d'un membre suppléant répondant aux mêmes conditions que lui.

§ 5. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Raad.

De Raad kan enkel geldig beraadslagen en beslissen wanneer ten minste de helft van de werkende leden aanwezig zijn of door hun plaatsvervanger vertegenwoordigd zijn.

De beslissingen van de Raad worden genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 6. De leden van de Raad zijn, overeenkomstig artikel 34, eerste lid, als psychotherapeut gemachtigd, uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit dat de voorwaarden en nadere regels voor de bevoegdverklaring bepaalt.

Afdeling 3. — Rechten en plichten van de psychotherapeut

Art. 42. Niemand mag de psychotherapie uitoefenen tenzij hij zijn opleidingsbewijs heeft laten viseren.

De krachtens deze wet gemachtigde psychotherapeuten die overigens over een titel als bedoeld in de artikelen 2, 3, 21bis, 21quater, 21quaterdecies, 21quinquiesdecies en 22 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen beschikken, zijn onderworpen aan de bepalingen van dat koninklijk besluit wat het visum betreft.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een of meer bepalingen van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen van toepassing verklaren op de krachtens deze wet gemachtigde psychotherapeuten, die bovendien niet over een in de artikelen 2, 3, 21bis, 21quater, 21quaterdecies, 21quinquiesdecies en 22 van dat besluit bedoelde titel beschikken. Bij ontstentenis van een dergelijke toepassing van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, legt de Koning de procedure en de voorwaarden vast voor het toekennen, behouden, intrekken of beperken van het visum.

Art. 43. Artikel 35quaterdecies van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen is van toepassing op de krachtens deze wet gemachtigde psychotherapeuten.

Art. 44. De krachtens deze wet gemachtigde psychotherapeuten die bovendien over een in de artikelen 2, 3, 21bis, 21quater, 21quaterdecies, 21quinquiesdecies en 22 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen bedoelde titel beschikken, kunnen de titel van psychotherapeut toevoegen aan de titel betreffende een gezondheidsberoep waarover zij beschikken.

De krachtens deze wet gemachtigde psychotherapeuten kunnen de psychotherapeutische oriëntatie waarin zij werden opgeleid aan hun titel van psychotherapeut toevoegen.

Art. 45. Elke psychotherapeut houdt voor ieder van zijn patiënten een dossier bij.

Elke psychotherapeut neemt alle voorzorgen om te vermijden dat zijn patiënt van een medische behandeling zou worden verstoken.

Elke psychotherapeut heeft de verantwoordelijkheid om zijn patiënt naar een andere ter zake bevoegde beoefenaar van een gezondheidszorgberoep door te verwijzen wanneer het gezondheidsprobleem waarvoor een ingreep is vereist, de grenzen van het eigen competentiegebied overschrijft.

Met de instemming van de patiënt of van de persoon die wettelijk gemachtigd is om in diens naam in te stemmen en onverminderd artikel 458 van het Strafwetboek, houdt de psychotherapeut die geen houder is van een artsdiploma de door de patiënt aangewezen referentiaris op de hoogte van de evolutie van de gezondheid van zijn patiënt.

Art. 46. De Koning legt, na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie, de beroepsethische voorschriften vast die voor de krachtens deze wet gemachtigde psychotherapeuten gelden.

Deze beroepsethische voorschriften regelen, ter aanvulling op deze wet, met name de relaties tussen de psychotherapeuten, de relaties tussen de psychotherapeuten en de gezondheidszorgbeoefenaars, de relaties tussen de psychotherapeuten en de patiënten, en de verplichtingen van de psychotherapeuten ten aanzien van de gemeenschap.

De Koning kan de nadere regels voor het toezicht op de naleving van de beroepsethische regels door de gemachtigde psychotherapeuten en het toepasselijke tuchtstelsel vastleggen.

§ 5. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres effectifs sont présents ou représentés par leurs suppléants.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

§ 6. Les membres du Conseil sont habilités comme psychothérapeutes, conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui fixe les conditions et des modalités de l'habilitation.

Section 3. — Droits et devoirs du psychothérapeute

Art. 42. Nul ne peut exercer la psychothérapie s'il n'a fait viser son titre de formation.

Les psychothérapeutes habilités en vertu de la présente loi, qui par ailleurs disposent d'un titre visé aux articles 2, 3, 21bis, 21quater, 21quaterdecies, 21quinquiesdecies et 22 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, sont soumis aux dispositions de cet arrêté royal pour ce qui concerne le visa.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déclarer une ou plusieurs dispositions de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé applicables aux psychothérapeutes habilités en vertu de la présente loi, qui, par ailleurs, ne disposent pas d'un titre visés aux articles 2, 3, 21bis, 21quater, 21quaterdecies, 21quinquiesdecies et 22 de cet arrêté. À défaut d'une telle application de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, le Roi fixe la procédure et les conditions pour l'octroi, le maintien, le retrait ou la limitation du visa.

Art. 43. L'article 35quaterdecies de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé est d'application aux psychothérapeutes habilités en vertu de la présente loi.

Art. 44. Les psychothérapeutes habilités en vertu de la présente loi, qui, par ailleurs disposent d'un titre relatif à une des professions de santé visées aux articles 2, 3, 21bis, 21quater, 21quaterdecies, 21quinquiesdecies et 22 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, peuvent accoler le titre de psychothérapeute au titre relatif à une des professions de santé dont ils disposent.

Les psychothérapeutes habilités en vertu de la présente loi peuvent accoler à leur titre de psychothérapeute l'orientation psychothérapeutique à laquelle ils ont été formés.

Art. 45. Tout psychothérapeute tient un dossier pour chacun de ses patients.

Tout psychothérapeute prend toutes les précautions pour éviter que son patient ne soit privé d'un traitement médical.

Tout psychothérapeute a la responsabilité de renvoyer son patient vers un autre prestataire de soins compétent en la matière lorsque le problème de santé nécessitant une intervention excède son propre domaine de compétence.

Avec le consentement du patient ou de la personne légalement autorisée à consentir en son nom, et sans préjudice de l'article 458 du Code pénal, le psychothérapeute non titulaire d'un diplôme de médecin informe le médecin généraliste désigné comme médecin de référence par le patient de l'évolution de la santé de son patient.

Art. 46. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie, les règles déontologiques applicables aux psychothérapeutes habilités en vertu de la présente loi.

Ces règles déontologiques règlent notamment, de manière supplétive à la présente loi, les relations entre les psychothérapeutes, les relations entre les psychothérapeutes et les professionnels de santé, les relations entre les psychothérapeutes et les patients et les obligations des psychothérapeutes envers la communauté.

Le Roi peut fixer les modalités du contrôle du respect des règles déontologiques par les psychothérapeutes habilités et le régime de sanctions applicable.

Afdeling 4. — Wijziging van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt

Art. 47. In artikel 2, 3°, van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt worden de woorden "alsmede de beroepsbeoefenaar van een niet-conventionele praktijk bedoeld in de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsijbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen" vervangen door de woorden "de beroepsbeoefenaar van een niet-conventionele praktijk, zoals bedoeld in de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsijbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen en de psychotherapeut, zoals bedoeld in de wet van ... tot regeling van de geestelijke gezondheidszorgberoepen en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen".

Afdeling 5. — Strafbepalingen

Art. 48. § 1. Onverminderd de toepassing van de door de Strafwetboek gestelde straffen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van zesentwintig tot tweeduizend euro of met een van deze straffen alleen :

1° eenieder die gebruikelijk, zonder over de in artikel 34 bedoelde machtiging te beschikken, een of meer handelingen verricht die onder de psychotherapie vallen;

2° eenieder die op een of ander wijze een niet-gemachtigde persoon bijstaat of helpt opdat laatstgenoemde de psychotherapie zou kunnen uitoefenen.

§ 2. Onverminderd de door het Strafwetboek gestelde straffen, wordt gestraft met een geldboete van tweehonderd euro tot duizend euro :

1° eenieder persoon die zich, zonder daartoe overeenkomstig artikel 34, eerste lid, gemachtigd te zijn, in het openbaar de titel van psychotherapeut toe-eigent;

2° hij die, in overtreding van artikel 34, eerste lid, de titel van psychotherapeut toekent aan een persoon die hij tewerkstelt en die daarop geen aanspraak kan maken.

In het in het eerste lid, 2°, bedoelde geval is de werkgever of de lastgever burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten opgelegd ten laste van zijn aangestelde of lastnemer wegens de bij de uitvoering van hun contract gepleegde overtreding.

Afdeling 6. — Overgangsbepalingen en verworven rechten

Art. 49. De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de psychotherapie, de procedure waarmee de personen die op de datum waarop deze wet wordt bekendgemaakt een praktijk psychotherapie bewijzen, hun opleiding en hun vroegere ervaring kunnen doen gelden om de titel van psychotherapeut te kunnen voeren.

In de tussentijd van de inwerkingtreding van deze procedure, zijn de beoefenaars die op de datum waarop deze wet wordt bekendgemaakt een voldoende psychotherapeutische praktijk en een voldoende opleiding ter zake kunnen bewijzen gemachtigd om de psychotherapeutische praktijk te blijven uitoefenen.

HOOFDSTUK 4. — Raad voor de geestelijke gezondheid

Art. 50. § 1. Er wordt een Raad voor de geestelijke gezondheid opgericht.

§ 2. De Raad voor de geestelijke gezondheid is samengesteld uit acht leden van de Federale Raad voor de klinische psychologie en de klinische orthopedagogiek, acht leden van de Federale Raad voor de psychotherapie en de vier leden-psychiaters van de twee voornoemde raden.

§ 3. De Raad voor de geestelijke gezondheid heeft als opdracht om de voor de Volksgezondheid bevoegde minister, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over transversale op de klinische psychologie, de klinische orthopedagogiek en de psychotherapie betrekking hebbende aangelegenheden en over de relatie tussen deze vakgebieden en de andere gezondheidszorgberoepsbeoefenaar.

§ 4. De Koning regelt de organisatie en werking van die Raad.

De Raad kan enkel geldig beraadslagen en beslissen wanneer ten minste de helft van de werkende leden aanwezig zijn of door hun plaatsvervanger vertegenwoordigd zijn.

§ 5. De beslissingen van de Raad worden genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. De adviezen omvatten de minderheidsstandpunten.

Section 4. — Modification de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient

Art. 47. A l'article 2, 3°, de loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, les mots "ainsi que le praticien professionnel ayant une pratique non conventionnelle, telle que visée dans la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales" sont remplacés par les mots "le praticien professionnel ayant une pratique non conventionnelle, telle que visée à la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales et le psychologue, tel que visé à la loi du ... réglementant les professions des soins de santé mentale et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé".

Section 5. — Dispositions pénales

Art. 48. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à deux mille euros ou de l'une de ces peines seulement :

1° toute personne qui, ne disposant pas de l'habilitation visée à l'article 34, exerce une ou plusieurs activités relevant de la psychothérapie de manière habituelle;

2° toute personne qui prête d'une manière quelconque son concours ou son assistance à une personne qui n'y est pas habilitée afin de permettre à cette dernière d'exercer la psychothérapie.

§ 2. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, est puni d'une amende de deux cents euros à mille euros :

1° toute personne qui, sans y être habilitée conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, s'attribue publiquement le titre de psychologue;

2° celui qui, en infraction à l'article 34, alinéa 1^{er}, attribue à une personne qu'il occupe, le titre de psychologue à laquelle elle ne peut prétendre.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'employeur ou le mandant est civilement responsable des amendes infligées à son préposé ou mandataire du chef d'infraction commise dans l'exécution de leur contrat.

Section 6. — Dispositions transitoires et droits acquis

Art. 49. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychothérapie, la procédure suivant laquelle les personnes justifiant d'une pratique de la psychothérapie à la date de publication de la présente loi peuvent faire valoir leur formation et leur expérience antérieure en vue de porter le titre de psychologue.

Dans l'intervalle de l'entrée en vigueur de cette procédure, les praticiens pouvant justifier d'une pratique suffisante de la psychothérapie et d'une formation suffisante en la matière à la date de publication de la présente loi sont autorisés à continuer la pratique de la psychothérapie.

CHAPITRE 4. — Conseil de la santé mentale

Art. 50. § 1^{er}. Il est institué un Conseil de la santé mentale.

§ 2. Le Conseil de la santé mentale est composé de huit membres du conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, de huit membres du Conseil fédéral de la psychothérapie et des quatre membres psychiatres des deux conseils susmentionnés.

§ 3. Le Conseil de la santé mentale a pour mission de donner au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis relatifs aux questions transversales relatives à la psychologie clinique, à l'orthopédagogie clinique et à la psychothérapie et à la relation entre ces disciplines et les autres professionnels de la santé.

§ 4. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement de ce Conseil.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres effectifs sont présents ou représentés par leurs suppléants.

§ 5. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents. Les avis reprennent les opinions minoritaires.

HOOFDSTUK 5. — *Inwerkingtreding*

Art. 51. Deze wet treedt in werking op 1 september 2016.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de in het eerste lid vermelde datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 april 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Sociale zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :

Stukken : 2013/2014-0 - 53-3243

Integraal verslag : 27 maart 2014

Senaat (www.senate.be) :

Stukken : 2013-2014 - 5-2470

Handelingen van de Senaat : 13 maart 2014

CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

Art. 51. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

La ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Note

Chambre des représentants (www.lachambre.be) :

Documents : 2013/2014-0 - 53-3243

Compte rendu intégral : 27 mars 2014

Sénat (www.senate.be) :

Documents : 2013-2014 - 5-2470

Annales du Sénat : 13 mars 2014

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2014/22196]

10 APRIL 2014. — Wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen*

Art. 2. In artikel 37 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, 2°, *h*), wordt de zin "De Koning stelt de procedure voor het intrekken of beperken van het visum vast." opgeheven;

2° paragraaf 1, 2° wordt aangevuld met de bepaling onder *i*) luidende:

"*i*) voor de in dit besluit bedoelde gezondheidszorgbeoefenaar of een veearts, het visum te schorsen of het behoud ervan afhankelijk te maken van de beperkingen die zij hem oplegt wanneer uit ernstige en eensluidende aanwijzingen blijkt dat de verdere beroepsuitoefening door de betrokkene voor zware gevolgen voor de patiënten of de volksgezondheid doet vrezen.

De geneeskundige commissie spreekt de schorsing van het visum of het behoud ervan binnen de perken die zij oplegt uit bij eenparige beslissing van de aanwezige leden. Deze maatregel blijft geldig zolang de redenen die hem hebben verantwoord voortduren.

De geneeskundige commissie maakt een einde aan de maatregel wanneer zij vaststelt dat de redenen die hem hebben verantwoord verdwenen zijn, hetzij ambtshalve hetzij op verzoek van de zorgverstrekker.

De zorgverstrekker kan daartoe elke maand vanaf de uitspraak van de maatregel een verzoek indienen.

De beslissing om de schorsing of de beperking van het visum in te trekken wordt genomen bij gewone meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2014/22196]

10 AVRIL 2014. — Loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé*

Art. 2. Dans l'article 37 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, 2°, *h*), la phrase "Le Roi fixe la procédure pour le retrait ou la limitation du visa." est abrogée;

2° le § 1^{er}, 2°, est complété par le *i*) rédigé comme suit:

"*i*) de suspendre le visa d'un professionnel des soins de santé visé par le présent arrêté ou d'un médecin vétérinaire ou de subordonner le maintien du visa aux limitations qu'elle lui impose, lorsqu'il est établi par des indices sérieux et concordants que la poursuite de l'exercice de sa profession par l'intéressé fait craindre des conséquences graves pour les patients ou la santé publique.

La commission médicale prononce la suspension du visa ou la subordination de son maintien aux limitations qu'elle impose à l'intéressé à l'unanimité des membres présents. Cette mesure est valable aussi longtemps que subsistent les raisons qui l'ont justifiée.

La commission médicale met fin à la mesure lorsqu'elle constate que les raisons qui ont justifié la mesure ont disparu soit d'office, soit à la demande du prestataire de soins.

A cette fin, le prestataire peut introduire une demande chaque mois à dater du prononcé de la mesure.

La décision de retirer la suspension ou la limitation du visa est prise à la majorité simple des voix des membres présents.